

CAA du Snes-FSU  
Hénin-Beaumont, le 13 septembre 2024



## MOTION Exilés Calais

Dans la Manche, les politiques anti-étrangers ont tué une nouvelle fois

Mardi 3 septembre, 12 personnes dont 6 mineurs et 10 femmes, sont mortes noyées en tentant de traverser la Manche.

Depuis le début de l'année, ce sont au moins 37 exilé.es dont des enfants qui ont perdu la vie. Au moins 105 migrants ont trouvé la mort ou sont portés disparus au cours d'un naufrage ces cinq dernières années.

Suite aux accords de mars 2023, entre la France et la Grande-Bretagne, le harcèlement quotidien des étrangers et le déploiement accru de forces de police et d'obstacles matériels sur les côtes de la Manche et de la Mer du Nord pour rendre toujours plus difficiles les traversées, contraint les candidats au départ vers la Grande-Bretagne à prendre de plus en plus de risques. De plus en plus de familles, avec de très jeunes enfants, tentent la traversée de la dernière chance parce que les politiques migratoires françaises rendent quasi impossible l'accès au statut de réfugié.e ou à un titre de séjour, même pour les demandeurs originaires de pays en guerre.

Le SNES-FSU de Lille apporte tout son soutien à toutes les victimes ainsi qu'aux bénévoles qui inlassablement leur viennent en aide alors même qu'ils sont de plus en plus souvent harcelés et entravés dans leur démarche humanitaire.

Il continuera à dénoncer des politiques migratoires dangereuses pour toutes et tous et à œuvrer à la libre circulation des personnes. Il faut mobiliser et peser de toutes ses forces pour mettre fin aux politiques discriminatoires, reposant sur des mensonges quant à une pseudo vague migratoire, qui justifieraient une nouvelle loi immigration ou la création d'un ministère de l'immigration directement inspiré des thèses de l'extrême droite. Le Snes-FSU dénonce le projet de construction d'un nouveau Centre de Retention Administrative, projeté dans le Dunkerquois : au lieu de faire à des situations qui imposeraient une politique migratoire d'accueil et de dignité, le gouvernement veut renforcer sa politique répressive d'éloignement et d'expulsion, indigne et stérile.

Le SNES-FSU rappelle son attachement à la libre circulation et à la libre installation des personnes.

**ADOPTÉE à l'unanimité (55)**